



Présence Internationale

Rue de la Linière, 11
1060 Bruxelles
Tél: 02/609 44 05
Email: pbibelgium@scarlet.be
http://www.peacebrigades.net
CCP: 000-1668395-92
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
9/2484

N° 89-90

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

Editorial

Si l'organisation *Peace Brigades International* a été fondée en 1981, elle fête cette année son quinzième anniversaire de présence et d'observation en Colombie. Cela fait exactement quinze ans qu'elle assure sans discontinuer, dans ce pays tristement célèbre pour sa violence, un travail d'accompagnement international auprès de communautés et de personnes militant pour la défense des droits humains.

Les premiers volontaires de PBI arrivèrent en Colombie en octobre 1994. Quinze ans plus tard, le projet dispose de plus de trente volontaires répartis en quatre équipes, ce qui en fait aujourd'hui, et de loin, le plus important de PBI. Aux deux équipes initiales, à Bogotá et Barrancabermeja, se sont ajoutées celles d'Urabá en 1998 et de Medellín en 1999. Pour soutenir et promouvoir son travail de PBI en Colombie, plusieurs bureaux ont été créés, parmi lesquels celui de la coordination à Bruxelles.

Avec sa trentaine de volontaires qui sont répartis en permanence dans quatre régions du pays, à Bogotá, Medellín, Barrancabermeja et dans la région d'Urabá, PBI accompagne et soutient près d'une quinzaine d'organisations locales qui œuvrent pour les droits humains ainsi que la communauté de paix de San José de Apartadó et une communauté indigène. Par sa présence à leurs côtés, elle permet d'augmenter la liberté d'action des membres de la société civile colombienne.

Présence internationale n'est pas sorti de presse le trimestre dernier mais, profitant de l'anniversaire du projet Colombie, nous lui consacrons entièrement les pages de ce bulletin pour en faire un numéro spécial presque double. Dans les pages qui suivent, nous revenons d'abord sur les débuts du projet mais nous passons ensuite en revue divers moments ou différents problèmes auxquels les défenseurs des droits humains locaux ou les volontaires de PBI ont été confrontés au cours de ces quinze ans.

L'ensemble des articles que nous vous donnons à lire, que ce soit en français ou en néerlandais, sont tirés du numéro spécial que le projet Colombie a publié à l'occasion de ses quinze ans. Deux volontaires de PBI-Belgique, Catiane Vander Kelen, récemment rentrée de Colombie, et Frauke Decoodt, sur le point de partir au Guatemala, ont accepté de les traduire, chacune dans sa langue maternelle. Tout en les remerciant, nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Comme les fêtes de fin d'année approchent, nous ne terminerons pas cet éditorial sans vous adresser nos meilleurs vœux de paix et de santé pour 2010.

Spécial Colombie... 15 ans de projet

1993-1994 : Un nouveau défi
Page 2

1994-1996 : De eerste stappen
Page 3

1999 : Een nieuw team in Medellín
Page 4

2000-2001
Kerst van "pijn en bloed" in
Barrancabermeja
Page 5

2005 : Un appel urgent en pleine nuit
Page 6

2009 : "Toute ma vie privée a été inspectée"
Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

1993-1994

Un nouveau défi

En 1993, quatre membres de PBI voyagent dans le pays et concluent que l'accompagnement international a un rôle à jouer en Colombie.

Ce fut un bref appel de Francesc, plein d'illusion, quelque chose comme : "On a les fonds, la voie est libre, on va en Colombie." Grâce à l'initiative de Werner et de PBI-Allemagne, plusieurs agences de coopération avaient collaboré pour couvrir les frais de la mission d'exploration de PBI en Colombie.

L'objectif ? Etudier si l'expérience de PBI au Guatemala, au Salvador, au Sri Lanka et dans les autres pays pouvait s'appliquer à cette contrée. Nous avons reçu plusieurs demandes écrites d'accompagnement, notamment de la *Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz* (CIJyP), l'*Asociación de Familiares de Detenidos y Desaparecidos* (ASFADDES) et d'Eduerdo Umaña. Depuis le début, on a vu que la gravité et la complexité de la situation de droits humains en Colombie requerraient de notre part une approche prudente et réfléchie, puisqu'il n'y avait pas une grande expérience d'accompagnement international dans le pays au préalable. Autrement dit, il s'agissait de voir si la présence d'internationaux pouvait protéger des menaces et attaques des personnes travaillant pour la défense des droits humains et dans quelles conditions ou avec quelles stratégies cela serait possible.

Quelques mois plus tard, nous arrivions à Bogota pour commencer ce qui, déjà nous l'imaginions, allait être deux mois intenses d'entretien, lectures et voyages : un apprentissage au sens propre. L'équipe était composée de quatre personnes de différents pays, tous avec de l'expérience chez PBI : Francesc (Espagne), Janey (Etats-Unis), Marcela (Colombia) et Quique (Espagne). Nous fûmes aimablement accueillis par la CIJyP, qui nous prêta un espace provisoire dans leur bureau comme base de nos opérations et nous aida pour les contacts initiaux, qui se convertirent peu à peu en un réseau ample et varié. Depuis Bogota nous élargîmes les visites à Barrancabermeja, à Barranquilla, à Meta et à Sucre.

Regardant en arrière (cette histoire a 16 ans), et compte tenu des conversations que nous avons au sein de l'équipe de travail à l'époque, je crois que, pour nous quatre, ce fut une des périodes les plus intenses de nos vies. Nous avons connu un magnifique pays, complexe, plongé dans différents conflits à la fois. Nous avons eu l'immense chance que des centaines de personnes, membres d'ONGs, de communautés, d'organisations sociales, jusqu'à des membres du gouvernement, des forces de sécurité, d'ambassades etc. acceptèrent de partager avec



Plus de 40 ans de conflit armé interne

La Colombie vit depuis plus de 40 ans un conflit armé interne opposant groupes de guérillas (FARC, ELN, EPLN), paramilitaires (AUC) et armée régulière. Prise en étau au milieu du conflit, la population civile est, comme souvent, la première à en subir les dommages. Elle est ainsi exposée aux violences, menaces, disparitions, exécutions sommaires et massacres collectifs. Les paysans et les indigènes sont les groupes les plus menacés.

Les affrontements entre les acteurs du conflit mènent à de fréquents déplacements de population. A ce contexte s'ajoutent les répercussions de l'implantation d'entreprises transnationales, attirées par les nombreuses richesses naturelles de la Colombie. La situation aboutit finalement à des tensions incessantes entre les divers acteurs, et à un appauvrissement profond des communautés indigènes.

Depuis 2003, le cadre légal de la loi "Justice et Paix" dicte la mise en œuvre de la démobilisation des paramilitaires. Malgré cela, de nouveaux groupes armés se développent. L'Etat colombien néglige son devoir de garant et de protecteur des droits humains, ce qui maintient le pays dans un état d'insécurité et d'impunité. Dans ce contexte, les défenseurs des droits humains subissent une répression incessante, visant à court-circuiter leurs mobilisations.



nous leurs analyses, opinions et expériences directes. Je peux dire aussi que nous avons ri, pleuré et grandi en tant que personnes. Et la Colombie s'est introduite dans nos têtes et nos cœurs.

Une fois la mission terminée nous avons passé plusieurs semaines à élaborer un rapport, de plus de 200 pages, dans lequel nous concluons que l'accompagnement international avait un rôle important à jouer en Colombie, dans certains cadres et sous certaines conditions. En se basant sur ce rapport, PBI réalisa une série de délibérations qui aboutirent à la décision d'ouvrir un projet en Colombie, puis débutèrent les gestions pour la recherche de fonds. L'idée de l'accompagnement fut bien reçue par les agences de coopération et rapidement nous pouvions ouvrir un petit bureau d'appui à Londres, former des volontaires, faire d'autres gestions d'ordre

multiple, et, en novembre, nous ouvrons la première équipe à Bogota, qui s'élargit peu de temps après avec l'ouverture d'une équipe à Barrancabermeja. Inutile de dire que nous ressentions une énorme responsabilité : Etions-nous dans le juste quant à notre analyse sur ce que nous pouvions offrir comme protection aux organisations défendant les droits humains ? Ne mettions-nous pas en danger les membres de ces organisations et les personnes volontaires ? Heureusement le temps, l'expérience et tout le soutien que nous avons reçu depuis le début répondirent à ces questions et, surtout, à d'autres questions qui ont surgi après, dans le défi constant que représente l'accompagnement international en Colombie.

Luis Enrique Eguren (Espagne),
membre fondateur du projet Colombie

1994-1996

De eerste stappen

In het begin van de jaren 90 verhoogt de druk van de paramilitairen en vele mensenrechtenverdedigers verkiezen ballingschap in het buitenland.

Barrancabermeja beleefde een relatief kalme periode. Achteraf zou men kunnen zeggen dat het de stilte voor de storm was. Het was een stad met een zekere stabiliteit. Dit evenwicht omvatte een duidelijk bepaalde grens tussen de wijken in het Oosten en de rest van de stad, een grens die meer dan alleen districten scheidde. Binnen deze context was het moeilijk het werk van begeleiding te bepalen aangezien de mensenrechtenverdedigers niet het gevoel hadden dat er dreigend risico was. Ze maakten zelfs grappen over ons ongeduld om het werk te bepalen.

Bij de Regionale Corporatie voor de verdediging van de Mensenrechten (CREDHOS) begeleidden we hun president Osiris Bayther op haar kantoor, alsook de mensenrechtenverdedigers in hun reizen naar Yondó, El Centro en Cantagallo. Onze relatie met de Grassroots Vrouwen Organisatie (OFP) bestond uit het ad hoc begeleiden van enkele jongeren uit de wijken in het oosten van de stad. Soms begeleidden we ze naar andere gemeenten. Met de Commissie voor de Mensenrechten van Sabana de Torres, die behoorde tot CREDHOS, spraken we af over bezoeken en reisden we naar de meer afgelegen dorpen in deze regio waar we schendingen van de mensenrechten en het internationaal humanitair recht konden bevestigen. We zagen dat het de paramilitairen waren die het grondgebied kwamen bezetten. We waren getuigen van hun aankomst in Sabana Torres, Yondó en Cantagallo, en we zagen de belegering van, en hoe ze hun greep versterkten over, Barrancabermeja.



*Osiris Bayther (links), van CREDHOS,
met een vrijwilliger van PBI*

De begeleiding van de Sabana de Torres Mensenrechten Commissie, met mensen zoals Mario Calixto en Mireia die zich verzetten tegen de paramilitaire druk, was één van de belangrijkste begeleidingen van PBI in die periode. Wanneer ze zich, helaas, niet langer konden verzetten verkozen Mario en Calixto Mireia samen met Osiris Bayther om in ballingschap te gaan. De paramilitairen maakten zich meester van Sabana de Torres en veranderden het in een belangrijk centrum voor hun acties. De proloog omtrent de overname van Barrancabermeja door de paramilitairen was geschreven. De gevolgen waren dramatisch, gaande



van schendingen van de mensenrechten, tot de oprichting van een economisch model dat gebaseerd is op de inbeslagname van land, en de vernauwing van de bewegingsruimte voor het verdedigen van mensenrechten. December 2000 was het hoogtepunt van de parami-

litaire overname in de oostelijke wijken van Barrancabermeja; Tora zou nooit meer hetzelfde zijn. ("Tora" is de naam die door Laura Restrepo gegeven wordt aan Barrancabermeja in haar boek "The Dark Bridge" of "La Novia Oscura")

Xabier Zabala Bengoetxea, vrijwilliger uit Baskenland

1999

Een nieuw team in Medellín

Aan het einde van de jaren 1990 verhogen de agressies tegen mensenrechtenorganisaties in de hoofdstad van Antioquia.

Aan het einde van de jaren 1990 gaven verschillende gewelddaden tegen mensenrechtenverdedigers aanleiding tot bezorgdheid over een toename van hun vervolging. De explosie van een bom aan de ingang van de kantoren van de Vereniging van Familieleden van Verdwenen Gevangenen (ASFADDES), en andere explosies in de stad, de ontvoering van vier onderzoekers van het Grassroots Training Instituut (IPC) en de moorden van, onder anderen, de mensenrechtenverdedigers Jesus Maria Valle Jaramillo en Hernan Henao Delgado, duiden allen op het in werking stellen van een paramilitaire strategie gericht op het elimineren van alle vormen van verzet in de regio.

raakte, wat op zijn beurt een invloed had op het sociale weefsel en alle politieke initiatieven in de stad.

Het was juist in dit klimaat van geweld dat sommige NGO's de noodzaak begonnen te voelen om een gevoel van solidariteit te creëren, niet alleen op lokaal of regionaal niveau, maar ook op internationaal niveau. PBI arriveerde in Medellín in oktober 1999 met de intentie om ASFADDES,

IPC en het Comité voor Solidariteit met de Politieke Gevangenen (FCSP) te begeleiden. De IPC herinnert zich dat de leden van PBI op dat moment aanzienlijk veel tijd staken in het inlichten en overtuigen van de lokale bevolking en dat die inspanningen bijdroegen tot het handhaven van de veiligheid van de personen en de organisaties die zij begeleiden.

Buiten de stadsgrenzen was het werk van PBI hoofdzakelijk gericht op Oost-Antioquia waar de Corporatie voor Gerechtelijke Vrijheid (CJL) hun werkzaamheden gericht hadden op preventie en bijstand verlenen aan gemeenschappen die ontheemd waren als gevolg van het gewapend conflict. Elkin Ramirez, advocaat en mede-oprichter van CJL, benadrukt het feit dat, vergezeld door PBI, de Corporatie in staat was om toegang tot gebieden te verkrijgen die anders moeilijk bereikbaar waren vanwege de talloze controleposten die een hoog veiligheidsrisico inhielden. Vanaf 2001, toen de situatie in de wijken steeds verslechterde, werd de begeleiding verhoogd in de comunas, of districten, van Medellín, waar het Mensenrechtencollectief Zaden van Vrijheid (CODEHSEL) opleidingsprogramma's met basisorganisaties uitvoerden.

De woorden van degenen die vergezeld werden, laten blijken dat er een zeer nauwe relatie ontstond tussen de leden van PBI en de NGO's van dat moment. De strategie-directeur van IPC omschrijft het als volgt: "begeleiding is de strategie van PBI om een NGO in gevaar te vergezellen".

Matteo Burato, vrijwilliger uit Italië (2009)



Een lid van ASFADDES in een betoging in Medellín

In feite ervaarde Medellín, doorheen dit hele decennium, een echte stedelijke oorlog, een geweldgolf die de verschillende sociale bewegingen enorm hard



2000-2001

Kerst van “pijn en bloed” in Barrancabermeja

De paramilitairen nemen de stad Magdalena Media in en vestigen met geweld een politieke, economische en sociale overheersing. De inval veroorzaakt doden en verdwijningen.

In het jaar 2000 had Barrancabermeja het trieste voorrecht om één van de meest gewelddadige steden in de wereld te worden. Er werden toen 567 moorden gepleegd en de misdaadgraad was 227 doden per 100.000 inwoners.

Deze stad ontstond aan het begin van de 20ste eeuw, gelijklopend met de ontginning van olievelden, en is de thuisbasis van de belangrijkste olieraffinaderij in het land. Sinds haar ontstaan was Barrancabermeja tevens een epicentrum voor de Colombiaanse sociale beweging maar was er in de wijken een sterke aanwezigheid van de FARC en ELN guerrillabewegingen. Deze kenmerken maakten het een doelwit voor de paramilitairen van de Verenigde Zelf-Verdedigings Krachten van Colombia (AUC), die dat jaar hun verovering lanceerden. Mensenrechtenorganisaties dienden herhaaldelijk formele klachten in dat hun burens werden bedreigd met een kerst van “verdriet en bloed”. Ondanks een zware aanwezigheid van de troepen van staatsveiligheid, die met meer dan 2.000 manschappen van de stad één van de meest gemilitariseerde steden in Colombia maakte, begon een honderdtal mannen van de AUC echter de laatste fase van de inname van Barrancabermeja op 22 december. Door middel van geweld legden zij onverbiddelijk een politieke, economische en sociale dominantie op die ze tot op de dag van vandaag nog steeds uitoefenen, hoewel op een minder zichtbare manier. Ik was toen al voor twee maanden in het team en de rest van mijn tijd bij PBI kan perfect samengevat worden met een zin van Saramago: “Wij, mensen, zijn zo; we voelen het de hele tijd”. Verdriet voor de doden en de verdwenen mensen, en vreugde voor het verzet van de levenden. Angst voor het hoog risico dat de mensen die we vergezelden liepen en een verlangen om permanent bij hen te blijven. Vermoeidheid door het vele werk en voldoening door de houding van mijn team.

Tijdens de eerste 45 dagen van 2001, werden 145 mensen vermoord, de meesten beschuldigd van collaboratie met de guerrilla. Onder de slachtoffers waren mannen en vrouwen die de acties geleid hadden voor verbeteringen in de povere levensomstandigheden van de inwoners van één van de rijkste gebieden van het land in termen van natuurlijke grondstoffen. De mensenrechtenverdedigers die we vergezelden van de Regionale Corporatie voor de Verdediging van de Mensenrechten (CREDHOS), de Grassroots Vrouwen Organisatie



*Ana Teresa Rueda van OFP
en Paco Simón Conejos van PBI*

(OFP) en de Vereniging van Familieleden van Verdwenen Gevangenen (ASFADDES), begonnen alle soorten druk en bedreigingen te ervaren opdat ze zouden stoppen met de publieke veroordeling van deze misdaden en de stad zouden verlaten. Op elk moment kon het alarm worden geactiveerd en moesten we vertrekken bij dag of bij nacht om iemand te begeleiden of de nodige telefoontjes te maken om hun veiligheid te proberen verzekeren. Bovendien werden sommigen van de meest bedreigde mensenrechtenverdedigers, en verschillende huizen van de OFP, 24 uur op 24 begeleid. De stress die ik ervoer was anders dan die van



Spécial Colombia

mijn vorige banen. Het was geen werkstress, maar eerder het gevoel dat het leven van degenen die we vergezelden, afhing van elke beslissing die we namen.

Ik voelde een enorme onmacht toen verschillende onder hen zich niet langer konden verzetten en Barranca moesten verlaten. Op dat moment had ik zin om te vluchten, maar beetje bij beetje begreep ik dat het aan-



Een betoging van OFP in Barrancabermeja

vaarden van onze beperkingen een heel belangrijk deel was van de doeltreffendheid van PBI's werk.

Dit was ook het jaar waarin de AUC PBI verklaarde tot een militair doelwit. Op 8 februari 2001, terwijl hij in het huis van het OFP was, namen twee paramilitairen het paspoort en de mobiele telefoon van onze collega Lars. Als ze vertrokken zeiden ze hem : “vanaf nu ben je een militair doelwit van de Zelf-Verdedigings Troepen”. In plaats van een ontrading te proberen zijn tegen bedreigingen, werden we nu zelf bedreigd en de NGO's waren heel bezorgd over het standpunt dat we zouden innemen.

Lars verbleef een tijd in Bogotá om aan de kaak te stellen wat er was gebeurd en PBI verminderde niet alleen niet haar werk in Barrancabermeja maar verdubbelde de omvang van het team. Het was zowel een dappere als een belangrijke beslissing. Mij rest gewoon nog om te herhalen wat ik al zei op een eerdere verjaardag: “sinds ik bij PBI ben, ben ik niet meer dezelfde. PBI opende mijn ogen. Het stelde me in het midden van een conflict naast de slachtoffers om hen te helpen en zij hielpen mij om de situatie te zien zonder oogkleppen”.

Paco Simon Conejos,
vrijwilliger van Spanje (2000-2002)

2005

Un appel urgent en pleine nuit

Des volontaires de PBI accompagnèrent la commission de recherche qui fut créée à la suite du massacre de San José de Apartado.

Dans la nuit du 22 février 2005, Jesús, un membre de la Communauté de Paix de San José de Apartado, nous appela à la maison de PBI à Turbo. Il nous raconta que huit membres de la communauté avaient disparu, dont le leader Luís Eduardo Guerra, et que la communauté redoutait pour sa sécurité. Jesús nous demanda d'accompagner la communauté dans une commission qui allait partir à la recherche des personnes disparues.

Robert, un volontaire espagnol de PBI, trois autres internationaux, Elkin (un avocat colombien spécialisé en droits humains de la *Corporación Jurídica Libertad*) et moi allâmes à la Communauté de Paix pour accompagner cent hommes et femmes qui partaient à la recherche de leurs amis et parents. La communauté s'organisa afin d'y aller en un grand groupe, comme forme de protection et comme acte de solidarité.

La commission partit à quatre heures du matin le 24 février et marcha jusqu'à la maison d'Alfonso Bo-

lívar, un des membres les plus actifs de la Communauté de Paix. Le sentier était abrupt et boueux. Finalement, après sept heures de marche, nous arrivâmes à la ferme. Des troupes de la police et de l'armée nous encerclèrent et Robert leur expliqua que nous étions des internationaux accompagnant une commission civile et que notre équipe avait informé personnellement de notre présence le vice-président de Colombie, le général de la Brigade XVII et plusieurs ambassades et institutions de l'ONU. L'officier militaire qui était aux commandes communiqua à ces troupes l'ordre de baisser les armes et de laisser passer la commission.

Quand nous arrivâmes sur les lieux, nous fumes témoins d'une scène horrible : un humble foyer familial avec des traces de sang parsemées dans toute l'entrée de la maison, des cartouches de balles vides sur le sol, et la main coupée d'une petite fille, ressortant d'un tas de bogues pourries de cacao. Une douleur silencieuse nous gagna.



Spécial Colombie

J'appelai l'équipe de PBI à Turbo et je leur donnai la position exacte de la ferme pour que l'équipe de légistes de la *Defensoría del pueblo* puisse nous trouver facilement. Leur hélicoptère atterrit quelques heures plus tard et les autorités et les scientifiques se mirent immédiatement au travail. Le processus fut observé par l'avocat colombien, plusieurs leaders de la communauté et trois accompagnateurs internationaux.

Les chercheurs trouvèrent trois adultes et deux petits enfants dans la fosse commune. Les personnes adultes montraient des marques de torture réalisées avec une machette. Les cinq avaient été décapités. Les victimes du massacre étaient Alfonso Bolívar, sa femme Sandra Muñoz, ses enfants Natalia (6 ans) et Santiago (2 ans) et un autre paysan, Alejandro Pérez.

Quand arriva l'hélicoptère pour récupérer l'équipe de légistes et les sacs plastiques qui contenaient les restes humains, la commission se prépara à poursuivre les recherches sur le chemin conduisant à la maison de Luís Eduardo Guerra et sa famille. Au moment de partir, nous fûmes douloureusement surpris de voir les soldats se prenant en photos près des sacs qui contenaient les corps, faisant des signaux de victoire avec leurs doigts.

Après cinq heures supplémentaires de marche, sans aucun indice sur les personnes disparues, nous campâmes dans une ferme abandonnée jusqu'au jour suivant. J'étais en tête de la commission ce jour-là, et, après avoir suivi la rivière pendant longtemps, j'heurtais le crâne de Deiner, un enfant de 10 ans, jouette mais timide, avec qui j'avais partagé des bonbons et du temps libre les semaines précédentes. Tous, nous continuâmes à chercher, engourdis, jusqu'à ce que nous trouvions les corps de Luís Eduardo Guerra et de sa femme Beyanira Guzmán ainsi que les restes de son fils Deiner.

Pendant que nous attendions l'équipe de légistes, nous fîmes des tournantes pour chasser les corbeaux et les porcs qui essayaient de manger les cadavres. Nous attendîmes jusqu'au soir mais quand nous comprîmes que personne de la *Defensoría* ne viendrait, une partie de la commission que nous accompagnions, retourna à San José de Apartado, laissant derrière, comme garde des dernières victimes du massacre, un groupe de 25 membres de la communauté et l'avocat de droits humains.

Le retour à Turbo fut assommant. PBI avait mobilisé une action urgente et les membres de toutes les équipes étaient occupés à envoyer des mails et des lettres, à faire des appels téléphoniques et à se réunir

avec n'importe quelle personne qui pouvait avoir un rôle ou une responsabilité dans ce massacre. PBI m'envoya à Bogota pour que je m'entretienne avec des douzaines de représentants de l'ONU et de diverses ambassades, ainsi qu'avec les autorités civiles colombiennes de haut rang, dans le but de promouvoir la protection des membres de la Communauté de Paix et d'exiger une enquête transparente sur le massacre.



*Membres de la Communauté de Paix
San José de Apartado*

Cinq ans après, nous continuons à accompagner les leaders de la Communauté de Paix de San José de Apartado, une communauté pionnière et exemplaire, qui ne cesse de défendre ses principes de non-violence, de justice, de solidarité, de liberté, de dialogue et de respect.

Erika Zarate, volontaire du Canada (2004-2005)



2009

"Toute ma vie privée a été inspectée"

Des institutions du gouvernement colombien abusent de leur pouvoir contre les défenseurs. Le défenseur Alirio Uribe est une des victimes les plus touchées par cette pratique.

Le 21 février 2009, la revue *SEMANA* révéla que le Département Administratif de Sécurité (DAS) continuait de réaliser des interceptions et des filatures illégales à des membres de l'opposition politique, des magistrats de la Cour Suprême et de hauts fonctionnaires du gouvernement. Depuis ce jour commença le scandale des "interceptions téléphoniques." Cela arriva deux mois après que furent publiés les premiers articles sur les ONG de droits humains qui ont aussi été victimes de filatures et d'interceptions du DAS. Parmi ces organisations, le *Collectif d'Avocats José Alvear Restrepo* (CCAJAR), la *Fondation Manuel Cepeda Vargas*, l'*Association pour la Promotion Sociale Alternative* (MINGA), l'*Association des Parents de Détenus et Disparus* (ASFADDES), le *Collectif d'Avocats Luis Carlos Pérez* (CCALCP), la *Commission de Justice et Paix* (CIJP), la *Communauté de Paix de San José de Apartado*, le Père Javier Giraldo, l'avocat Jorge Molano et la journaliste Claudia Julieta Duque, tous accompagnés par PBI.

CCAJAR fut une des organisations les plus affectées par ce qui était appelé l'opération *Transmilenio*, dirigée spécifiquement contre Alirio Uribe, le président du collectif d'avocats à ce moment-là. *SEMANA* motionna que les rapports du DAS contenaient des informations sur des détails des plus intimes de sa vie, jusqu'au type de nourriture qu'il aimait. Alirio Uribe nous dit qu'il "ressent de la rage parce que toute sa vie privée a été inspectée, mais, ce qui est le plus inquiétant, c'est qu'il ne sait pas ce qu'ils cherchaient exactement. Cela pourrait être pour plusieurs objectifs : pour entreprendre une guerre psychologique ou des menaces, mais aussi on peut penser que peut-être ils voulaient commettre un attentat à l'encontre d'un membre du collectif."

La première entité qui réalisa ces interceptions illégales, le Groupe Spécial d'Intelligence "G-3", fut créé en 2004 pendant la période où Jorge Noguera était directeur du DAS. CCAJAR représente la partie civile dans des affaires contre Noguera pour homicide et alliance avec des paramilitaires. Le groupe "G-3" avait l'ordre de détruire ou de



Alirio Uribe, du Collectif d'avocats, en réunion avec des Amérindiens

neutraliser les activités des organisations de la société civile. Après fut créé le Groupe d'Observation et de Vérification Nationale et Internationale, avec des tâches similaires et avec le même coordinateur, Fernando Ovalle. Le DAS poursuit ces opérations d'intelligence jusqu'en 2008 au moins.

En ce moment, l'affaire est entre les mains du Ministère public. Mais il est fort probable que nous n'aurons jamais connaissance de la totalité des informations que récolta le DAS, parce qu'en février 2009, le jour où le nouveau directeur assumait ses fonctions, des vidéos en possession du Ministère public montrèrent des fonctionnaires du DAS sortant du matériel provenant des bureaux de l'intelligence et de la contre-intelligence. Ce qu'espère Alirio Uribe pour le moment, c'est qu'il y ait une enquête et que les responsables soient sanctionnés. En août 2009, la revue *SEMANA* affirma que "malgré le fait d'être au milieu du pire scandale de son histoire, le DAS continue à épier illégalement des magistrats, des congressistes et des candidats à la présidence"

Votre soutien nous est précieux...

Vous pouvez nous aider en effectuant un virement sur le compte de notre organisation mais aussi en établissant un ordre permanent en faveur de PBI. Vous avez le choix entre deux numéros de compte : soit le 001-1016453-66 de Brigades de Paix Internationales, soit, au cas où vous souhaiteriez bénéficier d'une exonération fiscale, le 000-0000028-28 d'Oxfam Solidarité. Si vous utilisez ce deuxième compte, il est très important de noter en communication : « AMC/OO018 – PBI » pour que l'argent versé soit transféré à Brigades de Paix. Au nom de toutes nos équipes sur le terrain et de ceux et celles qu'elles accompagnent, nous vous remercions d'avance de tout cœur.

